



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP) N°2025 08 001

RELATIF A LA COLLECTE ET AU TRAITEMENT DE DIVERS DECHETS DIB ET DEE POUR L'OFPRA

*Service du budget de l'OFPRA
Pôle des marchés
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois Cedex*

SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....	2
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE.....	2
1.1 Objet du marché	2
1.2 Forme du marché	2
1.3 Montant du marché	2
1.4 Divers.....	2
ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	2
2.1 Pièces particulières.....	2
2.2 Pièces non particulières	3
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHE.....	3
ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....	3
4.1. Estimation quantitative des prestations.....	3
4.2. Localisation des lieux d'exécution des prestations	3
4.3. Modalités de passation des commandes	4
4.4. Délais d'exécution des prestations.....	4
ARTICLE 5 – ENGAGEMENT ET OBLIGATION DU TITULAIRE.....	4
5.1. <i>Engagement du titulaire</i>	4
5.2. <i>Règles de confidentialité</i>	4
5.3. <i>Comportement du personnel</i>	4
ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNÉES.....	5
ARTICLE 7 – PRIX.....	5
7.1 Définition des prix	5
7.2 <i>Prix des prestations</i>	5
7.3 <i>Clause de révision des prix</i>	5
7.4 <i>Clause de sauvegarde</i>	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 8 – MODALITES DE PAIEMENTS	6
ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE	7
ARTICLE 10 – AVANCES ET ACOMPTES.....	7
10.1 Avances.....	7
10.2 Acomptes	7
Article 11 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	7
ARTICLE 12 – ASSURANCE	8
ARTICLE 13– PÉNALITÉS	8
ARTICLE 14 – RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 15 – LITIGES	8
ARTICLE 16 – RESILIATION	8
ARTICLE 17 - CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE	9
ARTICLE 18 – DEROGATIONS	9

PRÉAMBULE

L'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPRA), créé par la loi du 25 juillet 1952, a le statut d'établissement public administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative. Il est placé sous la tutelle administrative du ministère de l'Intérieur.

L'OFPRA a pour mission l'instruction des demandes d'asile et la protection juridique et administrative des personnes reconnues réfugiées ou apatrides, ainsi que des bénéficiaires de la protection subsidiaire. Pour ce faire, l'Office travaille en étroite collaboration avec les autorités administratives françaises et européennes compétentes, ainsi qu'avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

L'établissement comprend : 8 divisions chargées de l'instruction des demandes d'asile, auxquelles s'ajoutent 2 divisions en charge de la protection et 3 divisions d'appui en charge des affaires juridiques (DAJEI), de la documentation (DIDR, et de l'accueil (DACIM).

Cette organisation est complétée par les services assurant les missions de soutien logistique regroupés au sein des services administratifs et financiers (informatique, ressources humaines, budget, sécurité, archives).

L'OFPRA compte aujourd'hui 1 065 agents, dont la majorité sont situés sur son siège francilien.

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la collecte et traitement de déchets DIB (déchets industriels banals : mobilier hors d'usage, matériel bureau hors d'usage, palettes, petits moteurs clim, filtres clim, emballage polystyrène, cartons) et DEEE (déchets équipements électriques et électroniques : UC, imprimantes, écran, petits matériels, souris, câbles, claviers et néons) pour le compte de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

1.2 Forme du marché

Le marché est passé **en procédure adaptée**, conformément aux L. 2123-1 et R. 2123-1 et suivants du code de la commande publique.

Il constitue un **accord cadre mono-attributaire** de prestations ponctuelles à prix unitaires exécuté par l'émission bons de commande, en application de l'article L. 2125-1.

Le marché comporte **un lot unique**, au regard de l'homogénéité des prestations et en application des articles L.2113-10 et L. 2113-11.

La présente consultation donne lieu à l'issue d'une procédure adaptée au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, conformément aux articles L. 2152-7 et R. 2152-7 .

1.3 Montant du marché

Le montant maximal du marché reconductions comprises est fixé à 143 000 € HT.

1.4 Divers

Les correspondances, réunions et discussions relatives à ce marché se déroulent en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du présent marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

2.1 Pièces particulières

Le présent marché est constitué par les documents contractuels mentionnés ci-dessous par ordre de priorité décroissant, par dérogation à l'article 4 du CCAG/FCS :

- ✓ l'acte d'engagement ;

- ✓ le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- ✓ le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes ;
- ✓ l'offre technique du titulaire.

Font foi les exemplaires des documents particuliers composant le présent marché conservés dans les archives de l'Ofpra.

2.2 Pièces non particulières

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 s'applique, sauf dérogation énumérées au titre du dernier article du présent CCP.

Le CCAG/FCS n'est pas fourni mais est réputé être connu du titulaire.

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an, allant de sa date de notification jusqu'à sa date d'anniversaire.

Conformément aux articles L. 2112-5 et R. 2112-4 du code de la commande publique, le marché est reconductible tacitement trois fois à sa date anniversaire, sans que sa **durée maximale** ne puisse **excéder quatre ans**.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction qu'à la condition d'avoir informé le pouvoir adjudicateur de son inaptitude à poursuivre le marché, six mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître les dates d'émission et de réception de ses intentions (courrier, télécopie ou courriel).

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision de ne pas reconduire le marché trois mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître la date d'émission de cette décision (courrier, télécopie ou courriel).

L'émission des bons de commande pour l'exécution des prestations ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché, conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

4.1. Estimation quantitative des prestations

La quantité prévisionnelle annuelle de prestations d'enlèvements est estimée à environ 5 prestations pour les DIB et 2 prestations pour les DEEE.

Ces chiffres sont indicatifs et ne comportent aucun engagement de la part de l'OFPPRA.

4.2. Localisation des lieux d'exécution des prestations

Les prestations sont à réaliser sur **le siège francilien de l'Ofpra**, aujourd'hui situé au 201, rue Carnot (94136 Fontenay-sous-Bois Cedex).

Sa localisation peut être modifiée en cours de marché, pour répondre aux nécessités de service de l'Ofpra et sans modifier les termes du marché.

Les DIB sont aujourd'hui stockés au rez-de-chaussée et au sous-sol dont l'accès se fait par un monte-charge.

Les DEEE sont stockés dans les locaux techniques de chacun des étages du bâtiment, avec accès par des

ascenseurs.

4.3. Modalités de passation des commandes

Préalablement à la collecte des déchets et après l'émission d'un bon de commande par écrit (courriel ou courrier) de l'administration, **un devis** est établi sur la base de la liste des déchets fournis.

Le titulaire a la possibilité de se rendre sur les lieux de stockage en vue de l'établissement de son devis.

Le devis est établi dans un délai maximum de 48 heures après la commande sur la base du **bordereau des prix unitaires (BPU)** annexés à l'acte d'engagement.

Après notification de la validation du devis par l'administration à la société, **celle-ci devra intervenir dans le délai mentionné dans son offre et ne dépassant pas 5 jours ouvrés.**

A l'issue de chaque intervention, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur **un bordereau de suivi des déchets**, qui reprend le détail des prestations exécutées (nature et quantités des déchets).

La facture est établie sur la base et selon la forme de ce bordereau.

4.4. Délais d'exécution des prestations

Le point de départ du délai d'exécution débute à compter de la notification du bon de commande édité sur la base du devis proposé par le titulaire.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai d'intervention mentionné dans son offre, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances de retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENT ET OBLIGATION DU TITULAIRE

5.1. Engagement du titulaire

Le titulaire désigne **un ou plusieurs responsables de marché**, qui sont les interlocuteurs de l'OFPPRA.

Il s'engage à :

- Assurer la collecte, l'évacuation et le transport de déchets ;
- Assurer le traitement et le recyclage ou la valorisation des éléments collectés conformément aux règles en vigueur.

Le titulaire se conforme aux règlements relatifs à l'accès, à la sécurité, à la discipline et à l'hygiène en vigueur et à toutes instructions de l'Ofpra pour l'exécution de ses missions. Il prend le même engagement en ce qui concerne son personnel et ses sous-traitants éventuels, auxquels il est tenu de donner toutes instructions.

5.2. Règles de confidentialité

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration et pour n'importe quelle cause que ce soit, le titulaire s'interdit de divulguer les renseignements, documents ou objets quelconques concernant les activités de l'OFPPRA dont il aurait eu connaissance.

Le titulaire doit sans délai avertir l'OFPPRA de toute violation, de la part de son personnel, de l'obligation de confidentialité.

Il respecte, d'une manière générale, les exigences déontologiques liées à l'exécution du présent marché.

5.3. Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve de la plus grande vigilance vis-à-vis des personnels et usagers de la voie publique.

Le titulaire se porte garant de l'honorabilité de son personnel.

ARTICLE 6 – PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données / RGPD »).

Les parties s'engagent à respecter les clauses de l'**annexe RGPD**.

ARTICLE 7 – PRIX

7.1 Définition des prix

Les prix sont fermes et définitifs pendant la première période d'exécution.

Ils sont réputés complets et comprennent notamment, par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG/FSC :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris TGAP et surcoûts ;
- les frais de déplacement et de repas ;
- la gestion administration des prestations et les assurances ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des lieux d'enlèvement et de livraison.

Les prix unitaires et forfaitaires figurent dans les bordereaux des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement correspondant.

7.2 Prix des prestations

Les prestations d'enlèvement des déchets sont traitées à prix unitaires réputés complets et varient en fonction du volume des déchets à collecter.

Les prestations de traitement des déchets sont traitées à prix unitaires réputés complets.

7.3 Clause de révision des prix

Evolution des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la date de remise des offres.

Ce mois est appelé mois zéro (M_0).

Les prix sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 [0,15 + 0,85 (I/I_0)]$$

P = prix révisé à la date anniversaire de la notification du marché

P_0 = prix au mois M_0

I = valeur de l'indice¹ « Traitement et élimination des déchets non dangereux » en vigueur à la date de la révision

I_0 = valeur de l'indice « Traitement et élimination des déchets non dangereux » en vigueur au mois M_0

Ces indices sont publiés au bulletin mensuel de l'INSEE.

Les révisions interviendront une fois par an, à l'issue de la première année du contrat et sur initiative du titulaire.

¹ L'indice CPF 38.21 de traitement et élimination des déchets non dangereux révisé est organisé par l'INSEE, il s'agit d'un indice mensuel, L'identifiant de la série chronologique utilisée pour cet indice est le n°010764306, la Valeur du dernier indice « Traitement et élimination des déchets non dangereux » connu: mois Juin 2024 = (p) 118.6. [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 38.21 – traitement et élimination des déchets non dangereux | Insee](#)

Le titulaire s'engage à notifier sa demande de révision de prix au plus tard deux mois avant la date anniversaire du marché par écrit en précisant le numéro du marché.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un mois pour agréer ou refuser les calculs effectués en application de cette formule.

La demande du titulaire devra préciser la date et la valeur des indices retenus pour le calcul et il devra joindre à sa demande de révision une nouvelle annexe financière.

En tout état de cause, **le prix ainsi révisé ne peut pas excéder le seuil de 3 % des prix initiaux du titulaire** (clause butoir).

ARTICLE 8 – MODALITES DE PAIEMENTS

Toute demande de paiement non conforme aux indications énoncées ci-après est retournée au titulaire pour rectifications des anomalies constatées. Le délai de paiement ne commence à courir qu'à compter de la réception d'une facture conforme.

Le mandatement des demandes de paiement est subordonné à la certification du service fait par l'acheteur.

8.1. Demande de paiement

Les demandes de paiement ou factures définitives sont établies mensuellement par le titulaire à l'adresse de l'OFPPRA, après réalisation des prestations définies par le présent marché.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures au pouvoir adjudicateur sous forme dématérialisée. Les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange de ce mode de transmission sont accessibles sur le portail « **CHORUS factures** » à l'adresse :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

8.2. Établissement de la facturation

Les demandes de paiement comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- la raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de TVA intracommunautaire, le cas échéant ;
- le numéro et la date d'émission de la facture ;
- le numéro d'identification du marché et sa date de notification ;
- le numéro et la date du bon commande ou de l'engagement juridique (EJ) afférent, ce dernier sera fourni par l'acheteur ;
- la désignation et la quantité de prestations fournies ;
- le montant unitaire hors taxes à payer ;
- le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;
- le montant à payer toutes taxes comprises ;
- les coordonnées bancaires ou postales telles que mentionnées sur l'acte d'engagement.

Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date d'établissement des pièces de mandatement.

8.3 Délais de règlement

Le paiement s'effectue conformément aux règles de la comptabilité publique par mandat administratif.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'Opfra.

Le délai de paiement est de 30 jours à réception de la facture.

En application de l'article 8 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le créancier de l'administration perçoit en sus une indemnité forfaitaire de 40 euros.

ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE

Le candidat ou le titulaire du présent marché peut déclarer un sous-traitant dont la candidature est soumise à acceptation et les conditions de paiement à agrément de l'acheteur, conformément des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

Le soumissionnaire peut présenter sa candidature sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques. Le mandataire désigné parmi les membres du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur. Il coordonne les opérations et il est seul habilité à présenter les demandes de paiement. En cas de défaillance du mandataire, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un successeur.

L'Opfra n'autorise pas les candidats à déposer plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements, ni en qualité de membre de plusieurs groupements.

ARTICLE 10 – AVANCES ET ACOMPTES

10.1 Avances

Conformément aux articles R. 2191-3 et R. 2191-7 du code de la commande publique et sous réserve de l'article R. 2191-6 relatif à la sous-traitance, l'OPFRA accorde une avance à la demande du titulaire dont le montant est fixé à 5 ou 30 % du montant des prestations régulières d'une durée égale à 12 mois.

10.2 Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-20 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiement définitif.

Le montant des acomptes est fixé à 5% et correspondent à la valeur mensuelle des prestations auxquels ils se rapportent.

Article 11 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière environnement.

Ainsi, ce marché s'inscrit dans une démarche éco responsable.

ARTICLE 12 – ASSURANCE

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile "exploitation" pouvant lui incomber en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Il doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire s'engage à produire cette attestation, sur demande de l'acheteur, dans un délai de 15 jours à réception de cette demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

ARTICLE 13– PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités seront calculées selon les modalités ci-après définies :

Manquements	Montant de la pénalité
Retard pour la collecte des déchets par rapport au délai d'intervention mentionné dans l'offre du titulaire, sauf accord contraire de l'OFPPA au préalable.	500 € par jour
Manquement aux exigences déontologiques et de confidentialité du titulaire	1 000 € par manquement
Non-respect des garanties environnementales mentionnées dans l'offre du titulaire	1 000 € par manquement

ARTICLE 14 – RETENUE DE GARANTIE

Le présent marché est dispensé de la constitution de la retenue de garantie prévue à l'article L. 2191-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 15 – LITIGES

Le règlement amiable d'un différend survenu à l'occasion de l'exécution du présent marché est recherché conformément aux articles L. 2197-3 et R. 2197-3 du code de la commande publique.

En l'absence de règlement amiable, la loi française est seule applicable et les différends relèvent de la compétence du tribunal administratif.

ARTICLE 16 – RESILIATION

Si le titulaire ne respecte pas les obligations qui lui sont conférées au titre du marché, l'OFPPA peut, après tentative de solution amiable, puis une mise en demeure restée infructueuse, prononcer la résiliation pour faute du marché par lettre recommandée avec avis de réception.

La mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception. Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la mise en demeure pour satisfaire les obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Ofpra pourra alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier et ce, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

Par dérogation aux articles 40 et 42 du CCAG/FCS, les titulaires ne peuvent se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale du marché, que cette dernière soit fondée sur un motif d'intérêt général ou non.

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles actions civiles et pénales à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 17 - CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception accompagnée des pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- à la forme de l'entreprise ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son identification bancaire ;
- à son capital social.

D'une manière générale, tout changement ayant une incidence sur les conditions de paiement des prestations réalisées par le titulaire doit être notifié au pouvoir adjudicateur, sous ces mêmes formes. En cas de négligence de cette disposition, le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu responsable des retards de paiement occasionnés.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG / FCS :

Article du cahier des clauses particulières (CCP)	Article du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4
Article 7	Article 10.1.3
Article 13	Article 14
Article 16	Article 40 Article 42